Des espaces de vie, pour toutes et tous

Urs Hafner
14th April 2026



Les gens vivent dans des espaces prédéfinis, mais qu'ils aménagent aussi par eux-mêmes. La crise du Covid-19 a démontré l'importance cruciale des espaces de vie, notamment pour les populations en marge. C'est la conclusion de deux projets menés dans le cadre du Programme national de recherche «Covid-19 et société» (PNR 80).



Une pandémie en annonce une autre. La crise du Covid-19 a touché la Suisse de plein fouet entre 2020 et 2022. Tout le monde n'a pas été affecté de la même manière par les risques liés à la pandémie. Certaines personnes étaient particulièrement exposées, comme les seniors, mais aussi les travailleuses et travailleurs à faibles revenus et les jeunes. En effet, comme on le constate a posteriori, ces risques n'étaient pas seulement de nature épidémique. La crise a également fait naître des sources d'isolement, de dépression et de précarité, malgré les aides de l'État.

Les mesures de protection édictées par les autorités n'ont pas été en mesure de couvrir tous les groupes et ont parfois eu des effets contraires à ceux escomptés: elles ont mis certaines personnes en péril au lieu de les protéger. Ces effets n'ont pas résulté d'un manque de volonté ou de mauvaises intentions, mais d'une méconnaissance des réalités et des espaces de vie. Un espace de vie, ce n'est pas seulement de la géométrie et un ensemble de paramètres, comme l'ont observé des scientifiques du Programme national de recherche «Covid-19 et société» (PNR 80).

«Pour sauver des vies, restez chez vous!» Tel était l'un des premiers appels de l'Office fédéral de la santé publique, adressé à la population. Il a entraîné des conséquences diverses pour celles et ceux qui l'ont suivi. Les personnes qui ont pu passer au télétravail, qui avaient leur propre logement, voire une résidence de vacances, ont bénéficié d'une protection confortable. Certains jeunes, en revanche, se sont retrouvés dans leur petite chambre, seuls ou avec leurs frères et sœurs, pendant plusieurs semaines. Et avec leurs smartphones et leurs ordinateurs portables.

«Au début, les jeunes n'étaient pas si mécontents: ils pouvaient faire la grasse matinée, avoir plus de temps pour eux», décrit Anke Kaschlik de la Haute école zurichoise de sciences appliquées. «Mais au fil du temps, ils ont eu du mal à gérer l'isolement. Leurs amis leur manquaient, les échanges à l'école aussi.» Anke Kaschlik est chercheuse en urbanisme à l'Institut de la diversité et de l'intégration sociale. Dans le cadre du PNR 80, elle a dirigé le projet «Les espaces urbains destinés aux jeunes». Son équipe et elle ont organisé des ateliers avec des classes zurichoises et ont ainsi pu échanger avec plus de deux cents jeunes. Ils ont également mené des entretiens avec des professionnels, notamment des éducatrices et éducateurs et des membres de la police.

Les parkings et arrêts de bus, points de rendez-vous des jeunes

Comme le montre le travail des chercheuses et chercheurs, la pandémie a constitué un véritable point de rupture pour de nombreux jeunes. En effet, ils ont besoin d'endroits accessibles au public, qu'ils peuvent explorer, utiliser, s'approprier. Pour beaucoup, l'obligation de rester chez soi n'est pas seulement désagréable, elle pose aussi des limites au développement. Selon Anke Kaschlik, «des espaces bien accessibles pour expérimenter, se retirer, profiter de sa liberté, sont essentiels à la découverte, à la mise en scène de soi-même et à l'acquisition de l'indépendance».

Même en temps ordinaires, il n'est pas facile pour les jeunes d'avoir leurs propres espaces. Ils sont souvent mis de côté, aussi bien par l'aménagement des espaces que par l'usage qu'en fait la société. Il existe des centres destinés à la jeunesse, mais ceux-ci ne répondent pas à tous leurs besoins. Alors les jeunes recherchent des parkings et des arrêts de bus pour passer du temps ensemble. En revanche, s'ils se retrouvent sur des aires de jeux ou dans des jardins familiaux et des parcs, des conflits naissent souvent avec les adultes qui se plaignent du bruit et des déchets. Après dix heures du soir, les résidents appellent immédiatement la police.

La situation s'est aggravée pendant la pandémie. «Une fois de plus, les

rapports de force dans l'occupation de l'espace se sont déplacés au détriment des jeunes, dont les besoins ont été mis de côté et négligés afin de protéger d'autres groupes», explique Anke Kaschlik. Des lieux qui étaient accessibles auparavant ont été fermés, les possibilités de contact limitées, des points de rendez-vous pratiques contrôlés par la police.

De nombreux jeunes se sont retrouvés face à un dilemme, beaucoup se sont mis à souffrir de troubles psychiques. Ils se sont alors réfugiés dans des forêts proches de la ville, de grands parcs ou au bord des lacs. Les promenades, la course à pied ou les sorties en solitaire dans la nature sont devenues des habitudes. «Ces expériences ont modifié les perceptions et les formes de cohabitation sociale des jeunes», affirme Anke Kaschlik. Quelques-uns ont vécu des mésaventures avec la police. Pour les chercheuses et chercheurs, il ne s'agissait pas seulement d'une protestation, mais d'une manière d'affirmer leur capacité à agir de leur propre chef.

Un appel cynique des autorités

Le slogan «Restez chez vous!» s'est révélé être à double tranchant pour les jeunes, et en particulier pour celles et ceux qui n'avaient pas d'autre choix que d'aller dehors, par manque d'espace à la maison. Pour les conducteurs et conductrices de tram et de bus, le personnel de nettoyage, les livreurs et les employés des crèches, cet appel était clairement déplacé: «En entendant ce slogan, toutes ces personnes ont dû rire jaune, car même si elles l'avaient voulu, elles n'auraient pas pu rentrer chez elles. Elles devaient aller au travail», déclare David Kaufmann, professeur au Département de construction, environnement et géomatique de l'EPF Zurich. Dans le cadre du PNR 80, ce politologue a dirigé le projet «Travailleurs urbains essentiels». Avec son équipe, il a étudié les réalités vécues par ces personnes à Zurich, Genève, Bâle, Lausanne et Berne. Le projet ne s'est pas penché sur le personnel soignant, qui était déjà mis en avant auprès du grand public. Au total, les chercheuses et chercheurs ont parlé avec une cinquantaine de personnes, dont de nombreux migrants et migrantes, ainsi qu'avec dix-huit spécialistes.

La plupart des personnes interrogées ont déclaré se sentir épuisées, exclues, rendues invisibles. Elles décrivent un manque de reconnaissance à leur égard. «Sans le travail de ces personnes, la société ne fonctionnerait pas. Pourtant, elles n'en tirent presque aucun bénéfice», explique David Kaufmann. Elles sont peu rémunérées, elles travaillent dans des crèches et nettoient des logements qu'elles ne pourraient pas se payer. Ce sont leurs proches qui s'occupent de leurs enfants. Elles travaillent dans les centres-villes, mais vivent en périphérie, où elles trouvent des habitations abordables, mais souvent inconfortables, car petites, bruyantes, mal isolées.

Or ces personnes ont besoin de bonnes conditions de logement, pour pouvoir se reposer après leur travail, prendre soin d'elles-mêmes et des autres. «Le logement n'est pas seulement une structure physique, mais une forme d'infrastructure sociale, qui joue un rôle majeur dans les soins aux personnes et la reproduction», déclare David Kaufmann. Pendant la pandémie, la situation de ces travailleuses et travailleurs s'est encore détériorée. Les rares moments qu'ils pouvaient passer chez eux les mettaient en danger.

Les plus hauts taux d’infection ont en effet été enregistrés dans les zones densément peuplées, avec de petits logements, sans oublier la violence domestique qui a augmenté. Comme le souligne David Kaufmann, «la pandémie n’a pas seulement mis en évidence les inégalités et les précarités, elle les a même renforcées.»

Surveillance et plans de crise avec les jeunes

Quelles conclusions tirent le politologue David Kaufmann et la chercheuse en urbanisme Anke Kaschlik de leurs travaux? Pour Anke Kaschlik, il est clair que, désormais, il faut impliquer les représentantes et représentants du travail de la jeunesse et de l’école, ainsi que les jeunes eux-mêmes: «Les plans de crise doivent tenir compte des jeunes et de leurs besoins à tous les niveaux, de la Confédération aux villes et communes. C’est la seule manière de tenir compte de leurs intérêts de manière équitable. Et pourtant, le nouveau plan de la Confédération en cas de pandémie fait une fois de plus l’impasse sur les jeunes.»

David Kaufmann souligne le fait que la Suisse a besoin d’une meilleure «surveillance des espaces sociaux», c’est-à-dire une analyse de données concernant les différents espaces de vie et de travail: «Où se trouvent les infrastructures sociales et les espaces verts, qui a quel accès à ces espaces, où vivent beaucoup de gens très proches les uns des autres?» Ces données sont disponibles, mais ne sont pas exploitées. «Cela doit changer. Nous pourrons ainsi prendre des mesures ciblées lors d’une prochaine pandémie, afin d’endiguer les vagues d’infections. Avec des campagnes d’informations, des masques et des interventions dans les écoles.» Espérons ne plus voir de slogans tels que «Restez chez vous!» diffusés à la pelle dans tout le pays.

Références:

PNR 80, projet de recherche «Les espaces urbains destinés aux jeunes»

PNR 80, projet de recherche «Travailleurs urbains essentiels»